

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Crise-de-Fukushima-le-Premier>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Crise de Fukushima : le Premier ministre japonais renonce à son salaire**

**10 mai 2011**

## **Crise de Fukushima : le Premier ministre japonais renonce à son salaire**

Naoto Kan a annoncé mardi qu'il renonçait à son salaire de Premier ministre du Japon tant que la crise ne serait pas finie à la centrale nucléaire accidentée de Fukushima (nord-est). (c) Afp

Le Premier ministre japonais et le PDG de la compagnie d'électricité Tepco ont annoncé chacun mardi qu'ils renonçaient à leur salaire, afin d'assumer leur responsabilité dans l'accident nucléaire de Fukushima, un drame pour les populations locales.

"Le gouvernement a une grande responsabilité dans cette crise, à l'instar de Tokyo Electric Power (Tepco)", la compagnie électrique chargée de la centrale de Fukushima, a justifié le chef du gouvernement, Naoto Kan.

Il va donc renoncer aux 1,6 million de yens mensuels (14.000 euros) qu'il touche en tant que Premier ministre mais conservera les 800.000 yens (7.000 euros) perçus en qualité de député.

Provoqué par le séisme de magnitude 9 et le tsunami géant du 11 mars, l'accident de la centrale nucléaire Fukushima Daiichi (Fukushima N°1, nord-est), le pire depuis celui de Tchernobyl (Ukraine) en 1986, a entraîné des fuites radioactives et l'évacuation de 85.000 habitants des environs du site.

La compagnie espère ramener les réacteurs de la centrale à l'état d'"arrêt à froid" d'ici à janvier 2012, à condition que des systèmes de refroidissement stables puissent être installés relativement rapidement.

M. Kan a indiqué préparer la mise en place d'une commission d'enquête indépendante et transparente sur cet accident qui a, selon le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, révélé "des lacunes importantes" dans les systèmes mondiaux de sécurité nucléaire.

Le PDG de Tepco et ses sept autres principaux dirigeants ont annoncé également dans la journée l'abandon total de leur rétribution. Ils avaient prévu jusque-là de renoncer à la moitié de leurs émoluments, mais ont accepté de sacrifier la part restante, vu l'agacement des autorités.

En proie à des difficultés financières, la compagnie a officiellement sollicité l'aide de l'Etat.

"Nous sommes en train de prendre des mesures pour garantir un approvisionnement suffisant en électricité", a assuré le PDG de Tepco, Masataka Shimizu, dans une lettre adressée au ministre de l'Economie, Banri Kaieda.

Aux abois, l'entreprise a du mal à obtenir de l'argent de la part des organismes financiers et doit rembourser des emprunts. Du fait de l'arrêt des réacteurs nucléaires de Fukushima, elle doit en outre acheter davantage d'hydrocarbures pour augmenter la production de ses centrales thermiques.

Dans la région de la centrale accidentée, des habitants sont passés chez eux pour la première fois depuis leur départ précipité, enfilant des combinaisons de protection pour récupérer des affaires personnelles.

Ces personnes, qui vivaient auparavant dans le village de Kawauchi, au sud-ouest de Fukushima Daiichi, avaient été sommées d'évacuer leur logement peu après l'accident du 11 mars. Un rayon de 20 kilomètres autour de la centrale a été décrété depuis zone d'exclusion, et ces réfugiés n'ont pu y pénétrer qu'à titre exceptionnel pendant deux heures.

"Je rêve du jour où je pourrai regagner la maison et mettre des aliments frais au réfrigérateur", a confié une des villageoises de retour de la zone contaminée.

"Nous faisons tout pour que la population retrouve le plus vite possible une vie normale", a promis le chef du gouvernement.

Ce dernier estime qu'à l'aune de l'accident de Fukushima, le Japon doit repenser sa politique énergétique de fond en comble.

Le Japon doit "utiliser davantage les énergies renouvelables" et continuer "de promouvoir un usage plus modéré de l'électricité", a-t-il insisté.